

# Journée Mondiale pour le Climat

lundi 18 mars 2019, par [La rédaction](#)

Les constats sont sans appel : si le réchauffement planétaire se poursuit jusqu'à atteindre + 4,5 °C, près de 50 % des espèces qui vivent actuellement dans les régions les plus riches en biodiversité seront menacées d'extinction locale d'ici aux années 2080. (Le monde.fr Audrey Garric publication du 14 mars) Protéger la planète est un enjeu majeur qui nous implique tous. Le débat nécessite la prise en compte des enjeux scientifique, financier, et juridique.

D'un point de vue scientifique, l'interrogation porte sur l'évolution du réchauffement climatique et les solutions qui pourraient permettre d'enrayer le phénomène par le biais par exemple de la reforestation et sur l'étude des effets du réchauffement sur la fonte des glaciers et l'augmentation du niveau des océans. Par ailleurs, le coût financier est important. L'Union a triplé la part du budget européen consacré à la lutte contre le réchauffement climatique pour la période 2014-2020. Le plan d'investissement européen prévoit d'orienter les investissements privés dans les secteurs des énergies renouvelables. D'autre part, le défi consiste à accompagner les pays en développement dans leur effort en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre sans pénaliser leur croissance.

Enfin, les états membres de la COP21 doivent mettre en œuvre, des milliers de dispositions pour atteindre les résultats attendus. La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte est très ambitieuse. Selon un principe de responsabilité partagée, l'engagement des états doit permettre de limiter d'ici à 2100 le réchauffement climatique à +2°C maximum, à poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C et à ne pas produire plus de CO2 que la terre ne peut en absorber.

La COP24 avait pour objectif de fixer les règles d'application de l'Accord de Paris. La faible implication des chefs d'États (les États-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris) a semé le doute d'autant que le constat pour 2018 est affligeant. Les émissions de CO2 sont reparties à la hausse pour alimenter une croissance économique mondiale, toujours fondée sur la combustion des énergies fossiles.

La société civile se mobilise et exprime son impatience en organisant une grande marche pour le climat. Le vendredi 15 mars, les jeunes ont marché dans plus de cinquante pays « pour refuser une vie de peur dans un monde dévasté. » « Leur vie sera touchée de plein fouet par le changement climatique et ses impacts économiques et sociaux dévastateurs » (Greenpeace)

Le lycée Émile Zola a proposé aux élèves et étudiants de participer à un débat. A cette occasion, les cours étant suspendus de 16h00 à 18h00, les élèves volontaires étaient conviés en salle D17 avec les enseignants et les CPE pour proposer des actions concrètes.

Les étudiants de BTS SAM, ont imaginé des « slogans » permettant d'exprimer les attentes des jeunes, et leurs revendications. Peut-être en avez-vous aperçu quelques-uns rédigés à la craie sur des cartons recyclés et fièrement levés lors de la manifestation de ce vendredi 15 mars.

« Si les arbres pouvaient s'exprimer, ils pleureraient » (coup de cœur de la rédaction)

